

Stratégie de sécurité énergétique des Etats-Unis : Du 11 septembre au Grand Moyen Orient

Sur le moyen terme, il ne fait plus de doute que la demande d'énergie croissante au plan mondial va se heurter progressivement à la baisse de l'offre mondiale de pétrole. *Pour les stratèges américains il s'agit* à la fois d'insister sur un programme d'énergies alternatives – relance du programme nucléaire et recherche exploratoire importante dans le domaine de l'hydrogène liquide pour remplacer le carburant – mais surtout de *pérenniser la mainmise des Etats-Unis sur les vastes réserves pétrolières du triangle Kirkouk-Téhéran-Riyad, de s'assurer que celles-ci ne tomberont pas sous le contrôle des compagnies pétrolières russes, chinoises ou européennes, et de contrer les menaces terroristes qui pourraient mettre en péril la sécurité de leurs approvisionnements*. La question pétrolière est et reste l'axe central de la stratégie de sécurité énergétique américaine. En réalité, dans l'énonciation de cette stratégie la rhétorique antiterroriste coïncide dans une approche globale avec les objectifs de la politique énergétique.

Les orientations majeures du rapport Cheney sur la politique énergétique des Etats-Unis

Quatre mois avant les événements du 11 septembre paraissait en mai 2001 un rapport du *National Energy Policy Development Group* rédigé par le vice-président Cheney où étaient détaillées les grandes lignes de la politique énergétique américaine. La stratégie décrite dans ce document avait pour but d'anticiper et de répondre à l'augmentation des besoins en pétrole des Etats-Unis au cours des trente prochaines années. Selon le rapport Cheney, les Etats-Unis qui consomment déjà 25% de la production mondiale vont voir leur dépendance en pétrole étranger faire un bond de 52% de la consommation totale en 2001 à 66% en 2020 - c'est-à-dire qu'en 2020 les américains devront importer 60% de pétrole en plus qu'aujourd'hui, passant de 10,4 millions de baril par jour à 16,7 millions. Afin de répondre à cette augmentation des besoins énergétiques, *le rapport propose de se concentrer : en premier lieu sur l'intensification des importations en provenance des pays du Golfe, en particulier de la zone Irak-Iran-Arabie, dite du « Triangle d'or », et ce par le biais d'une action diplomatique offensive ; en second lieu d'accroître la diversité géographique des approvisionnements afin de réduire et maîtriser les risques géopolitiques qui émaillent la région*.

Cet objectif de diversification se comprend par la volonté qu'ont les Etats-Unis depuis le 11 septembre ne pas accroître leur dépendance vis-à-vis de l'OPEP et en particulier de l'Arabie Saoudite, partenaire de plus en plus critiqué et craint pour ses accointances avec le terrorisme islamiste. Pour promouvoir cette politique de diversification, le rapport préconise une collaboration renforcée avec les entreprises américaines du secteur énergétique, collaboration destinée à investir de nouveaux marchés porteurs comme le bassin de la mer Caspienne (Azerbaïdjan et Kazakhstan) où les Etats-Unis se trouvent en concurrence avec l'Europe, l'Afrique subsaharienne (Angola et Nigeria) et l'Amérique Latine. Les implications géopolitiques du nouveau paradigme « préemptif » américain restent cependant à l'état d'allusions. En effet, celles-ci n'apparaissent que dans le dernier chapitre, intitulé sobrement « Renforcer les alliances globales » où sont exposées plus clairement les intentions véritables du gouvernement : *assurer l'invulnérabilité énergétique des Etats-Unis et développer de façon concomitante des moyens capacitaires « tous azimuts » pour envahir et soumettre des puissances hostiles*.

Convergence de la politique énergétique et de la stratégie militaire antiterroriste

Un parallèle s'établit alors naturellement entre les objectifs de la politique énergétique définis par l'administration Bush et les fondamentaux de la stratégie militaire américaine telle que celle-ci a été réorientée en vue d'un traitement « préemptif » des problèmes de terrorisme international. *La*

*convergence, ici soulignée entre politique énergétique et objectifs de la lutte antiterroriste, témoigne de l'inflexion doctrinale qui a eu lieu avec l'émergence, suite au 11 septembre 2001, de la notion de « préemption » : c'est à partir de ce moment que devient officielle l'idée que les Etats-Unis doivent pouvoir employer la force de manière préventive contre des puissances hostiles susceptibles de mettre en péril leurs intérêts vitaux. En effet toutes les régions désignées par le rapport Cheney comme sources potentielles de pétrole sont aussi des zones d'instabilité chronique au plan géopolitique, où le sentiment anti-américain est particulièrement répandu. C'est ici qu'apparaît **le lien consubstantiel entre la politique de sécurité énergétique et les objectifs militaires de la stratégie antiterroriste** : mettre en œuvre cette politique énergétique présuppose effectivement que les Etats-Unis soient capables de projeter leur puissance militaire dans ces régions. Dans un rapport de la *Quadriennial Defense Review* en date du 30 septembre 2001, le secrétariat d'Etat à la Défense reconnaissait déjà que « les Etats-Unis vont continuer à dépendre des ressources énergétiques du Proche-Orient » et que cet accès pourrait être entravé par des actions terroristes. La QDR proposait alors pour faire face à cette situation de développer des moyens capacitaires tous azimuts dans l'optique d'une action préventive. **Ainsi les trois priorités du gouvernement en matière de sécurité internationale, d'une part l'amélioration des capacités militaires, de l'autre la recherche en nouvelles sources de pétrole et enfin la guerre contre le terrorisme convergent de façon significative.***

Le projet du Grand Moyen Orient ou le nouveau paradigme géostratégique américain

La bataille d'Irak apparaît dès lors au plan géopolitique comme l'étape matricielle du projet de remodelage du Proche-Orient. Il est symptomatique que la zone géographique décrite par ce concept de Grand Moyen Orient – qui englobe l'Afrique du Nord, l'Asie méridionale et l'Asie centrale, du Caucase à la Chine, avec la Turquie pour colonne vertébrale – recoupe précisément des territoires riches en ressources fossiles qui échappent à l'emprise entrepreneuriale nord-américaine. Plusieurs spécialistes ont d'ailleurs relevé une grande similitude entre ce projet et un ancien plan de remodelage de la région monté par le Likoud qui prévoyait l'affaiblissement progressif des Etats limitrophes afin de sécuriser le développement territorial d'Israël. On ne peut pas exclure que la guerre d'Irak s'inscrive dans cette logique de mise sous contrôle géostratégique, la Chine et la Russie faisant les frais de cet encerclement. **L'opération de guerre préemptive qui a été menée contre l'Irak est l'incarnation concrète de ce modèle techno-militaire de préemption des ressources énergétiques** mis en application depuis une dizaine d'années par le Pentagone et dont le 11 septembre n'aura été qu'un facteur d'accélération. Ce projet de « Grand Moyen Orient » est en fait à l'agenda des Etats-Unis depuis 1995. Le professeur de Princeton Kenneth Deffeyes ne laissait planer aucun doute sur les objectifs réels des Américains quand il déclarait quelques mois avant l'invasion, que « **la seule solution pour répondre aux besoins énergétiques démesurés des Etats-Unis est d'annexer l'Irak en tant que 51^{ème} Etat** » – l'Irak étant la deuxième source de réserves pétrolières du Moyen-Orient après l'Arabie Saoudite. Le projet du Grand Moyen-Orient, lancé par l'administration Bush, s'inscrit résolument dans la continuité de cette politique de préemption. Ce qu'on a coutume d'appeler le Triangle d'or – Irak, Iran, Arabie Saoudite – reste effectivement une zone d'approvisionnement primordiale avec 85% des ressources mondiales de pétrole. Il n'est donc pas improbable de voir se réitérer une expérience préemptive de ce type – la polémique sur la possibilité d'une intervention américaine en Iran a par exemple été relancée par le discours d'investiture du président Bush – même si **les Américains choisiront vraisemblablement**, comme c'est le cas actuellement dans la gestion de l'« après-guerre » irakien, **d'externaliser au maximum le contrôle sécuritaire des sources et des voies d'approvisionnement, ce qui consistera à maximiser le processus d'intégration civilo-militaire et à mettre en synergie des structures de différente nature : départements d'Etat** (Trésor, Commerce, Justice), **agences gouvernementales** (CIA, FBI, NSA), **multinationales** (Halliburton, Kellogg Brown & Root, Texaco), **sociétés militaires** (MPRI, Blackwater, Titan, Armor Group) **et/ou de renseignement privées** (Kroll, Control Risk). C'est d'ailleurs sur cette base hybride qu'ont été montés les groupes interagences qui opèrent actuellement en Irak. Ce processus de délégation au « mercenariat entrepreneurial » a pour but et avantage de permettre à l'administration américaine d'assurer un contrôle anonyme, indirect et particulièrement flexible des zones d'approvisionnement énergétique.